Compétition Européenne de la Statistique

MADMARX

Aristide Dega, Samuel Bauer

INSTITUT MONTALEMBERT
ACADEMIE DE CRETEIL

MÉTHODOLOGIE

- Première réunion en vue d'établir un plan d'action
- Analyse précise du sujet et tableaux, sélection uniquement du nécessaire
- Définition du plan et de la problématique
- Choix d'une répartition équitable du travail en fonction des affinités de chacun
- Avancées de la production individuelle
- Échanges hebdomadaires sur les avancées respectives
- Réunion commune de finalisation de la présentation

OBJECTIF PRINCIPAL

Montrer les effets de la crise sanitaire
sur les risques
économiques et sociaux

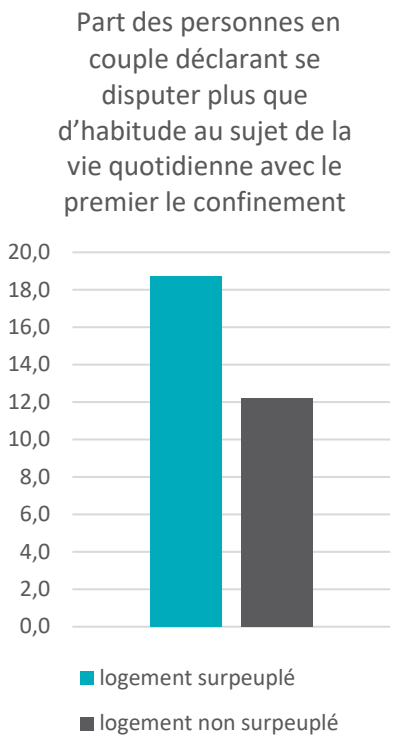
DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

- Isoler l'information utile dans la masse de données fournie
- La prise en main de certains logiciels (Paint, Excel…)
- La création de graphiques à partir de tableaux fournis
- Formuler une problématique pertinente reprenant les termes du sujet

PROBLEMATIQUE

Quels ont été les impacts sociaux et économiques
du Covid-19
sur la société française en 2020 ?

IMPACT SOCIAL SUR LES MÉNAGES

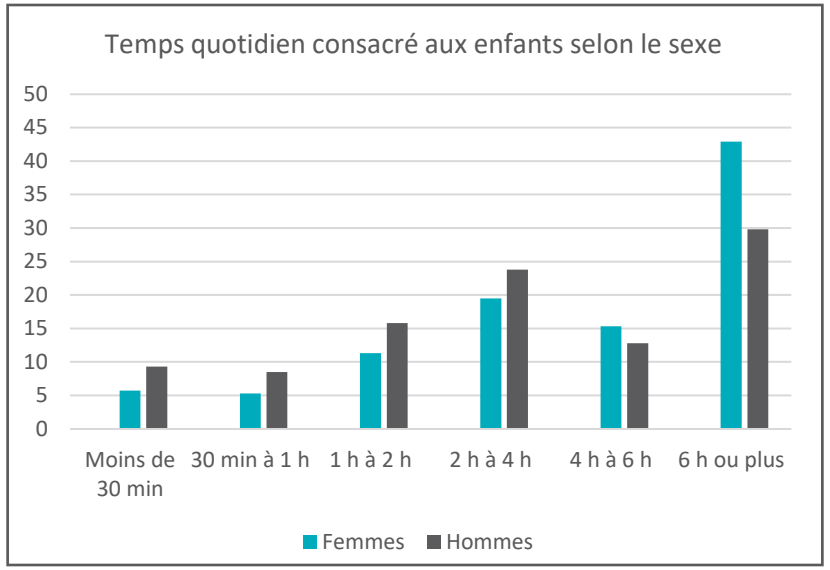


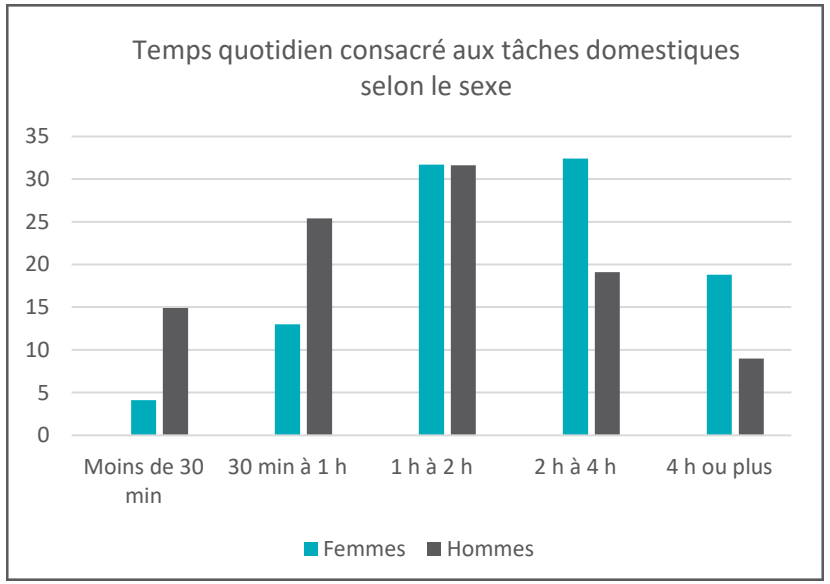
En 2020, lors de la pandémie de Covid, près de 13 % de la population française estime s'être disputée plus que d'habitude. Essayons d'en comprendre les raisons.

Une partie de la population française vit dans un logement au nombre de pièces insuffisant. Lors de cette pandémie, un confinement a été décidé par le gouvernement, et chaque personne a eu l'obligation de rester à son domicile.

Or on peut penser que le peuplement des logements impacte les relations entre les personnes. En effet, 18,7 % des couples vivant dans un logement surpeuplé déclarent s'être disputés plus souvent (pour 12,2 % pour les individus ne vivant pas dans un logement surpeuplé). Ces chiffres montrent bien la corrélation entre logement surpeuplé et tensions familiales durant le confinement.

Le confinement a creusé les inégalités entre population aisée (celle-ci bénéficiant en général de logements plus spacieux et donc moins susceptible d'être en proie à des tensions familiales) et moins aisée (souvent dans des logement plus petits).





Des inégalités se retrouvent également entre hommes et femmes.
Tout d'abord au niveau du temps consacré aux enfants. En effet, nous pouvons voir sur le graphique que plus le temps est important plus la part des femmes augmente. 43% des femmes déclarent s'occuper 6 heures ou plus de leur(s) enfant(s) contre seulement 30% des hommes soit un écart de 13 points entre les deux sexes.
Alors que les deux sexes sont présents la même durée à leur domicile, on remarque que le temps consacré aux tâches domestiques est très inégal. En effet 18,8 % des femmes affirment consacrer 4H ou plus à ces tâches (9 % pour les hommes). Les hommes ont tendance à effectuer des taches domestiques plus courtes (25,4 % des hommes affirment passer 30 min à 1h aux taches ménagères quand ce chiffre n'est qu'à 13 % pour les femmes).

Le confinement a augmenté les inégalités hommes-femmes.

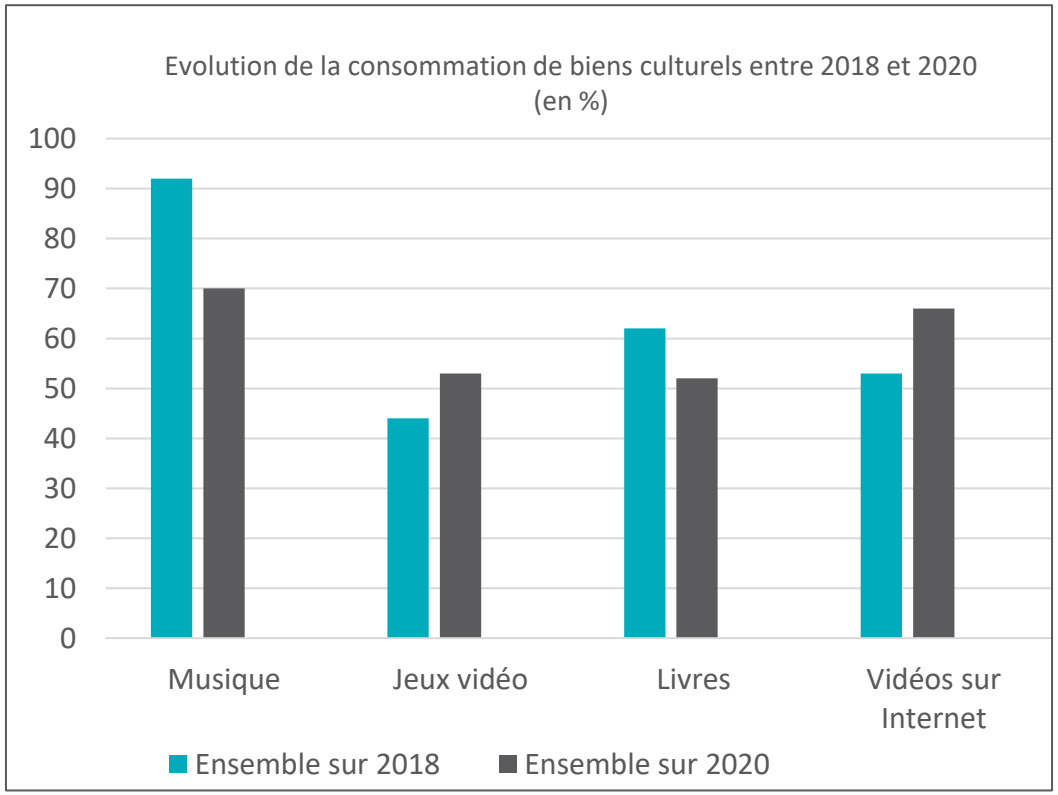
IMPACT SOCIAL SUR LA CONSOMMATION CULTURELLE DES MENAGES

La pandémie a aussi impacté la consommation de biens culturels.
On constate durant l'année 2020 une forte augmentation de la consommation de contenus numériques comme les vidéos sur internet (+13 points entre 2018 et 2020) ou encore les jeux vidéo (44 % en 2018 à 53 % en 2020).

Cette « numérisation » de la consommation peut s'expliquer par le fait que les outils numériques ont pris une place encore plus importante dans notre vie durant le confinement, assurant nos liens sociaux, favorisant notre travail, mais aussi au profit de notre divertissement (notamment chez les jeunes).
A l'inverse la consommation de livre a chuté (passant de 62 % à 52 %), ceux-ci n'étant pas reconnus comme « biens de première nécessité » durant le confinement, les librairies ont dû fermer.

La consommation de musique quant à elle a aussi chuté (de 92 % à 70 %).

La pandémie a donc impacté la manière de consommer des biens culturels des français, une baisse de la culture « classique » en faveur des outils numériques. Elle a accéléré une tendance préexistante.

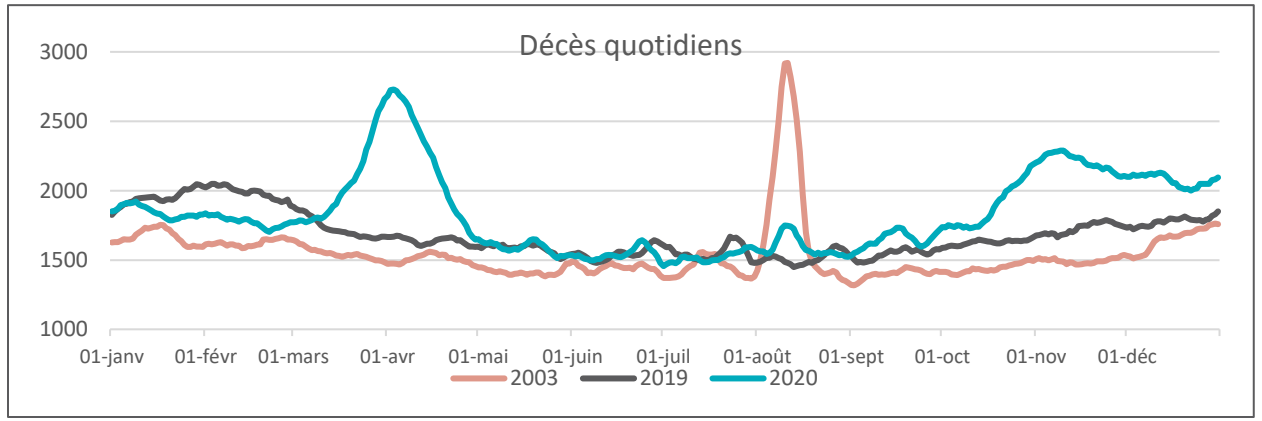


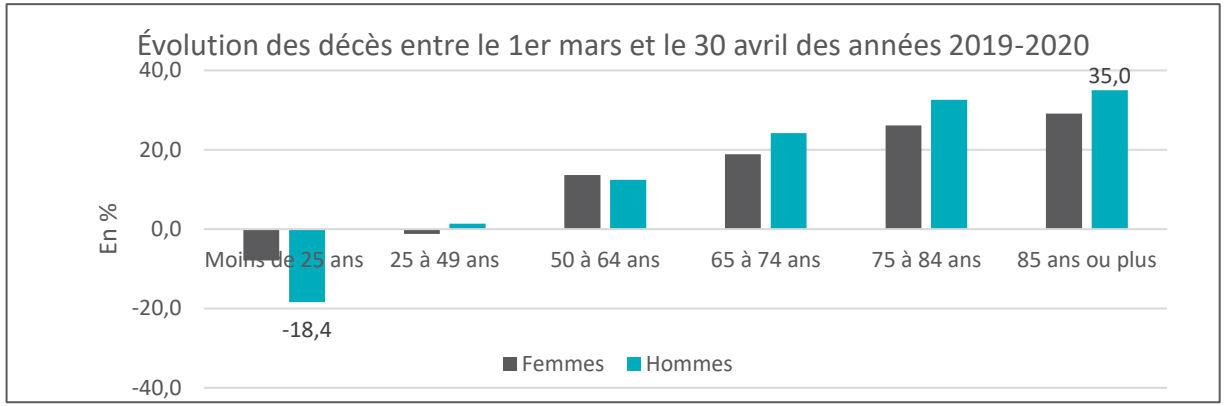
IMPACT SUR LA DÉMOGRAPHIE

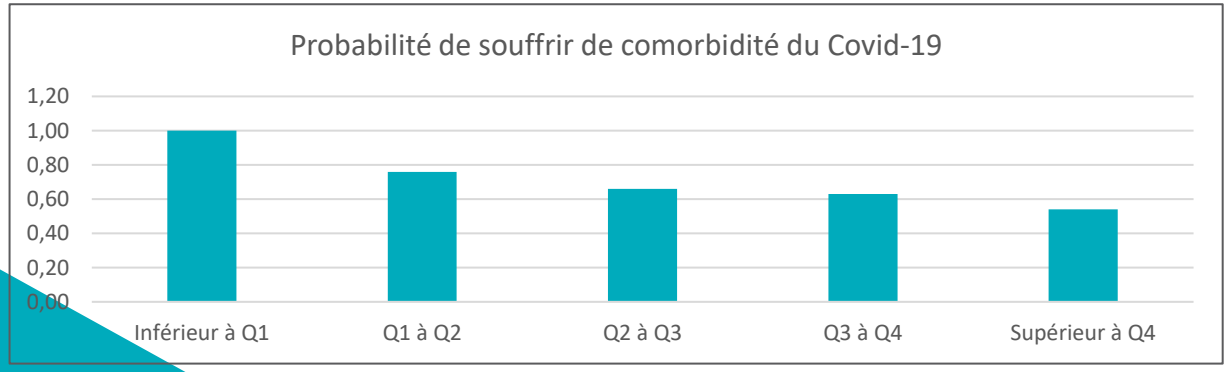
L'épidémie de la Covid-19 a eu un impact majeur sur la mortalité en France.

En effet, nous pouvons observer un pic de décès inhabituel au cours de la période mars-avril 2020 mais également une augmentation significative à partir de mi-octobre jusqu'à la fin de l'année.
Le pic de mortalité atteint son point culminant, selon l'INSEE, le 3 avril 2020 avec 2 730 décès. Or lors de ces 20 dernières années ce chiffre n'a été dépassé qu'une seule fois lors de la terrible canicule de 2003 entre le 9 et le 12 août.

Le pic de décès du au Covid-19 a montré une augmentation de parfois plus de 60% de décès par rapport à l'année précédente.







Cet impact sur la mortalité a été différent pour la population selon divers facteurs déterminants.

Le premier est évidemment l'âge, mais parfois avec des résultats inattendus.
En effet, selon l'INSEE, pendant la période de confinement la mortalité chez les jeunes de moins de 25 ans a baissé de plus de 13% par rapport à la même période l'année précédente. Les jeunes étant obligés de rester chez eux ont eu, par exemple, moins d'accidents, cette baisse a été de plus de 18% chez les hommes.
En revanche pour les personnes âgées de 75 à 84 ans, et plus donc fragiles au niveau de leur santé, elle a augmenté de plus de 25% et jusqu'à 35% pour les plus de 85 ans.

Le deuxième facteur est le sexe de l'individu.
Nous pouvons noter que la mortalité est davantage en proie aux variations chez les hommes que les femmes.
En effet, pour les moins de 25 ans il y a une baisse de mortalité plus significative chez les hommes (plus du double des femmes) alors que pour la tranche d'âge 75-84 ans, les hommes cette fois, connaissent une hausse de mortalité 6 points supérieure à celle des femmes.

Et enfin le dernier facteur est celui économique. Il est intéressant de remarquer que les 60% des plus riches ont près de 2 fois moins de risque de souffrir de comorbidité entrainant des formes graves que les 10% les plus pauvres.

IMPACT ÉCONOMIQUE SUR LES EMPLOIS ET LE NIVEAU DE VIE

L'épidémie de la Covid-19 a également eu un impact majeur dans le secteur de l'emploi en France. En effet, au premier trimestre de l'année 2020, début de l'épidémie, les destructions d'emplois atteignent des records.

Selon l'INSEE, 500 000 postes sont supprimés, dont l'immense majorité -492 000- dans le privé, parmi lesquels 319 000 emplois intérimaires. Ces destructions se poursuivent au cours du deuxième trimestre de l'année. Cette fois c'est au tour de 215 000 emplois d'être supprimés. Puis 108 000 nouveaux postes d'intérim sont créés.

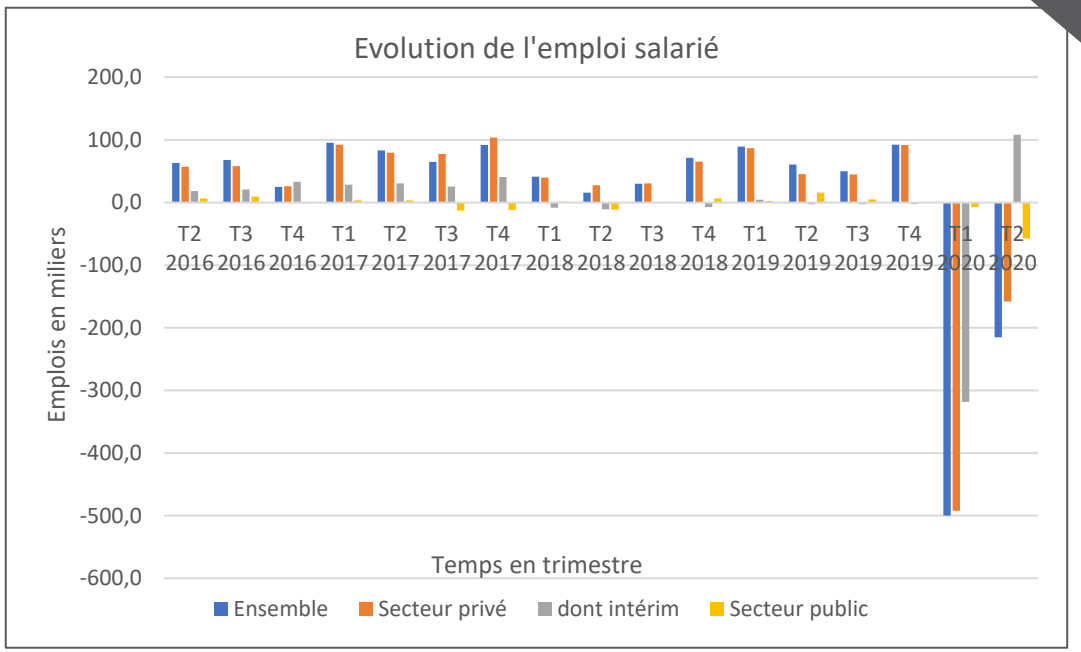
Les causes de telles suppressions sont évidemment dues au Covid-19. L'emploi dans le secteur public est sans surprise peu touché puisque les salaires des fonctionnaires sont assurés par l'Etat. C'est en revanche le secteur privé qui a dû supprimer de nombreux postes, cela pour des raisons financières, les aides de l'état n'étant pas encore mises en place au cours de la période étudiée.

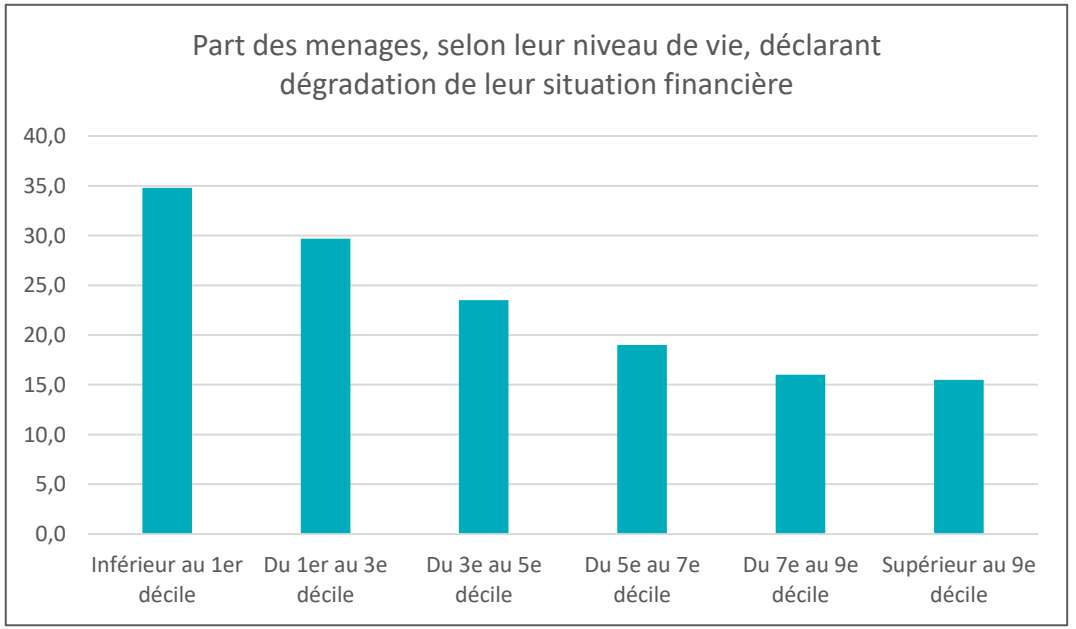
Quant aux postes par intérim créés, il s'agit d'entreprises ayant besoin d'effectifs mais, n'ayant aucune certitude pour l'avenir, ont décidé de recruter pour une durée déterminée afin de limiter l'impact s'ils venaient à avoir la nécessité de supprimer des postes.

Ces suppressions de postes se traduisent par un impact sur la situation financière des ménages.
En effet, nous pouvons observer que la situation financière des ménages s'est dégradée plus ou moins généralement en fonction de leur niveau de vie.

Prenons pour exemple les deux extrêmes :
Selon INSERM-DREES, parmi les 10 % de ménages dont le niveau de vie est le plus faible, 35 % déclarent que leur situation financière s'est dégradée depuis le début du confinement. Ce chiffre, pour les 10% les plus aisés ne s'élève qu'à 15,5%.
Si cette dégradation est globale, elle touche plus fortement les ménages ayant une situation financière plus faible. En effet, les postes de direction ne pouvant pas être supprimés, car essentiels à l'existence de l'entreprise, les licenciements ont concerné les postes avec moins de responsabilités et moins rémunérés (pour coûts budgétaires).

Ce sont donc les employés avec les situations financières les plus faibles qui ont été les plus touchés par ces suppressions de postes (ce qui explique le graphique ci-contre).





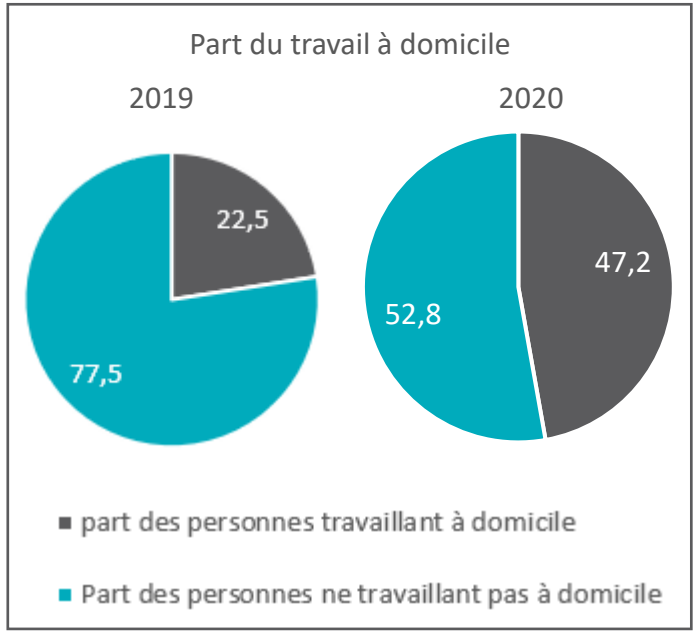
LE TÉLÉTRAVAIL ET LES COURS EN DISTANCIEL

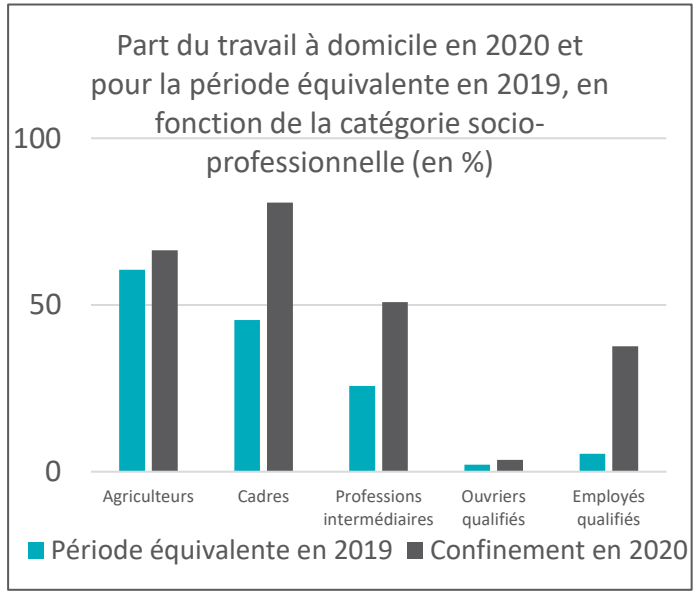
La période de confinement a engendré une hausse de travail à domicile dans la société, la part des personnes travaillant à domicile est passé 23% en 2019 à 47% en 2020 (en période de confinement).

Cette démocratisation du travail à domicile est due au confinement, qui a empêché les individus de se rendre sur leurs lieux de travail et a donc encouragé le télétravail.
Cependant cette augmentation n'a pas été équivalente en fonction de la catégorie socio-professionnelle.
En effet la part d'agriculteurs travaillant depuis leurs domicile a très peu augmenté (passant de 61 % en 2019 à 66% en 2020), car la majorité des agriculteurs travaillaient déjà (pré-Covid) sur leurs terrains (cultures élevages…) et donc depuis leur domicile.

A l'inverse la part de travail à domicile chez les cadres, les professions intermédiaires et les employés qualifiés a grandement augmenté.
Les acteurs de ces professions peuvent plus facilement travailler de chez eux, ces professions étant dite de "bureau", et ne nécessitant généralement comme outils de travail qu'un ordinateur et une connexion internetsouvent fournis par leur employeur.
L'écart entre les travail à domicile pour ces trois professions (81 % pour les cadres, 51 % pour les professions intermédiaires et 38 % pour les employés qualifiés) peut s'expliquer par le fait que les cadres peuvent plus facilement dédier un espace chez eux à cette fonction (logements plus grands), de même pour les professions intermédiaires. En revanche, les employés qualifiés ont pu avoir plus de mal à s'adapter au travail à domicile.
La part des ouvriers travaillant à domicile est elle extrêmement faible (3,6 %), le métier d'ouvrier est une profession manuelle qui dans le cadre d'un travail industriel, nécessite un équipement spécial et des machines.
Ce besoin d'équipements rend le travail à domicile quasi-impossible pour les ouvriers.

Le confinement a démocratisé le travail à domicile, aujourd'hui de plus en plus d'entreprises valorisent ce mode de travail

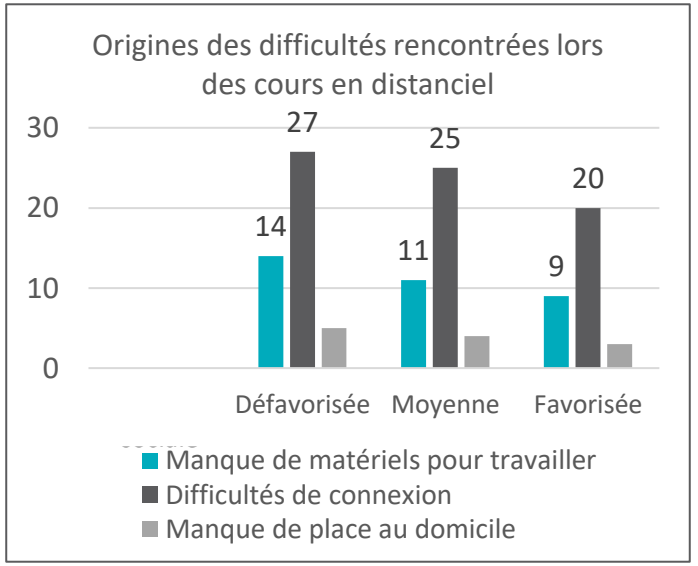




Des inégalités se constatent auprès des jeunes notamment pour le suivi des cours en distanciel. En effet près de 14% des jeunes d'origine sociale défavorisée manquent de matériel pour leurs cours durant le confinement (11 % et 9 % pour les jeunes issus de milieux sociaux moyens et favorisés).

Ce manque de matériel illustre bien les difficultés rencontrées par les jeunes durant la période de confinement, souvent liées à l'origine sociale.
En effet les familles de milieux sociaux défavorisés ont du mal ou ne peuvent pas fournir du matériel pour le télétravail de leurs enfant car les ressources de leur ménage ne permettent pas forcément cet investissement élevé (ordinateur, imprimante…).

Ces difficultés ne font que creuser encore plus les inégalités sociales en milieux scolaire, déjà importantes.



CONCLUSION

Si l'on entend souvent que nous sommes tous égaux face à la maladie, les chiffres que nous venons d'étudier montrent précisément le contraire.

Les français n'ont pas été impactés de la même manière, qu'ils soient hommes ou femmes, aisés ou en précarité, jeunes ou vieux.

Si la Covid-19 a frappé une population dans son ensemble, les conséquences sociales ont été beaucoup plus importantes chez les personnes qui étaient déjà en situation de difficulté avant la pandémie. Cette période a aggravé les inégalités.

Sur le plan économique, de la même manière, les plus touchés ont été les personnes peu qualifiées étant dans l'incapacité de travailler faute d'outils de travail (fermeture des restaurants, usines…), contrairement aux cadres qui ont pu bénéficier d'un télétravail massif.

La plupart de ces impacts ne dureront pas dans le temps sauf peut être pour le télétravail qui est désormais institutionalisé auprès de nombreuses entreprises, et l'accroissement de la consommation numérique.

Le support des pouvoirs publics (chômage, aides…) a permis d'amortir le choc en France. Encore faudra-t-il une belle croissance et un emploi fort pour rembourser ces dépenses.